

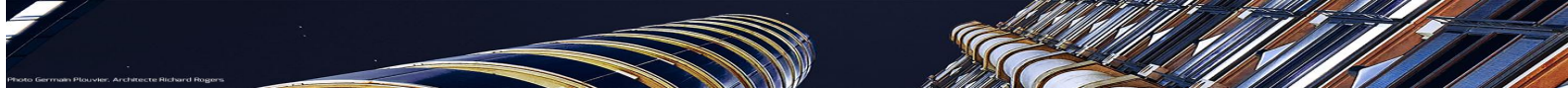
LES AMPHIS DE L' **AFTi**

Directive Droits des Actionnaires (SRD II) : enjeux pour le post-marché

Mardi 18 décembre 2018

Partenaire





Directive Droits des Actionnaires (SRD II) : enjeux pour le post-marché

Programme

9h00

Introduction

Dominique De Wit, Secrétaire général - **Crédit Agricole Titres**
Vice-Président, **AFTI**

9h10

SRDII : plus que 20 mois... peut-être moins

Pierre Colladon, Chargé d'affaires Stratégiques, **SGSS**, membre du CG Tech, Corporate Governance Technical Expert Group institué par la DG Justice, **Commission européenne**

9h30

Table ronde 1 : Panorama des processus post marché impactés

Quels sont les principales difficultés et les choix structurants à réaliser pour se mettre en conformité avec la Directive ?

Animateur : **Thibaut de Lajudie** – Associé **Ailancy**

Participants :

- **Isabelle Tremeau**, Secrétaire Générale, **ANSA**
- **Hélène Jeanpierre**, Corporate Trust Operations Global COO, **BNP PARIBAS Securities Services**
- **Mathieu Mitevov**, Head of Product Management Europe, **Euroclear**
- **Pierre Colladon**, Chargé d'Affaires Stratégiques, **SGSS**
- **Mourad Khirat**, Responsable Relations de Place et veille réglementaire, **Natixis Eurotitres**

10H45

Table ronde 2 : Solutions de demain / innovantes

Animateur : **Lionel Barthélémy**, Directeur Général Délégué, **CACEIS Corporate Trust**

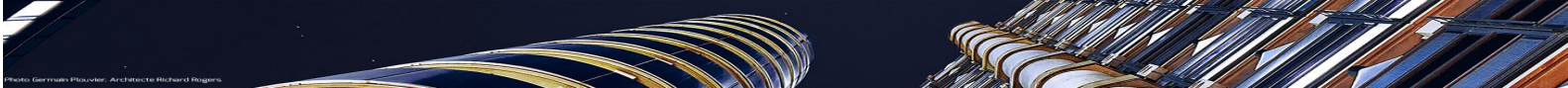
Participants :

- **Dan Toledano**, Product Manager, **Euroclear France**
- **Thibaut de Maintenant**, CEO, **Liquidshare**
- **Philippe Cognet**, CEO, **SLIB**
- **Pierre Davoust**, CEO France, **SETL**

11h10

Conclusion

Florian Denis, Directeur de la Division « Régulation des Émetteurs » au sein de la Direction de la Régulation et des Affaires Internationales – **AMF**



Introduction

Dominique De Wit
Secrétaire général
Crédit Agricole Titres

Vice-Président, **AFTI**



- La Directive (UE) 2017 / 828 du 17 mai 2017 « renforçant l'engagement des actionnaires dans les grandes entreprises européennes » a été publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne du 20 mai 2017
- Ce texte favorise un engagement transparent et actif des actionnaires des sociétés cotées par la voie :

⇒ **D'un réexamen et la modification :**

⇒ De la Directive droit des actionnaires (2007 / 36 / CE) auparavant en vigueur

Et

⇒ De la Directive 2013 / 34 / UE en ce qui concerne certains éléments de la déclaration sur la gouvernance d'entreprise

La nouvelle **DIRECTIVE** fixe des enjeux spécifiques afin de susciter l'**ENGAGEMENT** des actionnaires sur **LE LONG TERME** et de renforcer la **TRANSPARENCE**

Ces **EXIGENCES** s'appliquent dans les **domaines suivants**:

- Rémunération des administrateurs
- **Identification des actionnaires**


- **Facilitation de l'exercice des droits des actionnaires**


- **Transmission des informations**

- Transparence des investisseurs institutionnels, des gestionnaires d'actifs et des conseillers en vote
- Transaction avec les parties liées

----- « Focus » pour cet AMPHI AFTI

Parmi les considérants (57) de cette Directive

- 
- (2) La crise financière qui a révélé, dans de nombreux cas, que les actionnaires soutenaient une **prise de risque à court terme excessive** des gestionnaires.
 - (3) La communication du 12/12/2012 « Plan d'action sur le droit européen des sociétés et la gouvernance d'entreprise ».
 - « un cadre juridique moderne pour une plus grande **implication** des actionnaires et une meilleure **visibilité** des entreprises ».
 - (4) Les actions des sociétés cotées sont souvent détenues au travers de **chaînes d'intermédiaires complexes**, ce qui complique l'exercice des droits des actionnaires et peut constituer un obstacle à l'engagement des actionnaires.
 - (8) L'exercice effectif des droits des actionnaires dépend en grande partie de **l'efficacité de la chaîne d'intermédiaires** qui tiennent les comptes titres pour le compte des actionnaires ou d'autres personnes, en particulier dans un **contexte frontalier**.
 - La directive vise à améliorer la **transmission** de **l'information** tout au long de la chaîne d'intermédiaires afin de **faciliter l'exercice des droits** des actionnaires.

- 
- (14) Une plus grande **implication des actionnaires** dans la gouvernance d'entreprise **est** un des leviers pouvant contribuer à améliorer les performances tant financières que non financières des sociétés, notamment en ce qui concerne les **facteurs environnementaux, sociaux, et de gouvernance**.
- (17) Les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs devraient faire preuve de plus de **transparence** en ce qui concerne leur approche en **matière d'engagement** des actionnaires.

TRANSPPOSITION

- Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se renforcer au plus tard le 10/06/2019.
- Droit des actionnaires : mesures de niveau 2

Le règlement d'exécution 2018/1212 du 03 septembre 2018 définit les exigences de niveau 2 prévues par la directive 2017/828/UE en ce qui concerne **l'identification** des actionnaires, la **transmission d'informations**, et la facilitation de l'exercice de leurs droits par les actionnaires.

Le règlement établit des formats normalisés

La **présentation** des **informations** que les intermédiaires doivent transmettre aux émetteurs dans le cadre de la procédure d'identification des actionnaires, **aux** actionnaires à l'occasion de la convocation aux assemblées et aux émetteurs ou **aux** actionnaires s'agissant de la confirmation des droits des actionnaires dans le cadre de l'assemblée.

Il fixe, les **informations minimales** à faire figurer dans les différentes confirmations de vote et définit les principes et les **délais à respecter** lors de la transmission d'informations sur les événements d'entreprises et les décisions des actionnaires.

- En ce qui concerne les informations à fournir et les délais à respecter dans le cadre de la communication en amont de l'AG, le règlement d'exécution reprend les **standards volontaires** adaptés par **EUROPEANISSUERS** le 09/09/2010.
- Le règlement d'exécution est **applicable** au plus tard à partir du **03 septembre 2020** (Délai de transposition **supplémentaire** pour les dispositions qui font l'objet de normes de niveau 2, lesquelles doivent être transposées dans les deux ans de la publication du règlement d'exécution).
- Texte » national » attendu : s'agissant de la France, la **LOI PACTE** transpose partiellement la Directive; Des dispositions prévoient d'habiliter le gouvernement à finaliser la transposition par la voie d'une ordonnance. (plus décret prévu..).
- Mesures de **niveau 3** : préparation des lignes directrices en matière de **rémunération**

La directive prévoit un **vote ex ante** sur la politique de rémunération des dirigeants, et un **vote ex post** sur le rapport sur les rémunérations octroyées ou dues à ces mêmes dirigeants au titre de l'exercice précédent.

- ⇒ Afin d'assurer l'harmonisation des pratiques, la CE est chargée d'adopter les lignes directrices pour proposer une **présentation standardisée des informations** dues au titre du rapport sur les rémunérations. Les mesures doivent être adaptées à la fin du 1^{er} semestre 2019.

« SRD II » impose aux TCC de mettre à disposition les clients un « outil » ou une infrastructure permettant aux actionnaires :

- De recevoir l'information
- L'expression de leurs droits, leurs votes.

Les émetteurs ont l'obligation de mettre à disposition des intermédiaires une **information formatée** et **transmissible** (« en STP ») par un système informatique (« électronique »)

- **Un environnement qui change de dimension**
- **Des enjeux de démocratie actionnariale**
- **Des enjeux d'image**
- Ce sujet s'inscrit aussi dans le cadre des **ambitions digitales** de nos établissements



Notre place de Paris a des atouts spécifiques....

- **VOTACCESS**

Ce service va dans le « sens de l'histoire »...

Solution technique **commune** qui est « en avance » par rapport à certains marchés européens.

(Hors les pays où tous les détenteurs et leurs positions sont connus du dépositaire central).

- **TPI d'EUROCLEAR France**

et l'initiative « **Transparence** » (EUROCLEAR soutenue par ANSA, AFTI....)



- Notre **expérience** des grands « projets de Place »
- Notre capacité à **travailler collectivement**
- Des acteurs en « compétition »
et capable
de « **coopération** »

(contraintes économiques et financières fortes....!)



Directive Droits des Actionnaires (SRD II) : enjeux pour le post-marché

SRDII : plus que 20 mois... peut-être moins

Pierre Colladon

Chargé d'affaires Stratégiques

Société Générale Securities Services

**Membre du CG Tech, Corporate Governance
Technical Expert Group institué par la DG Justice**

Commission européenne

SRDII : plus que 20 mois... peut-être moins

1: Portée du texte

2: Quels thèmes pour l'industrie des titres ?

3: Un calendrier en deux temps

4: Points d'attention transversaux

5: Points d'attention particuliers

6: Quel dispositif de Place (côté Post Trade)?



Directive Droits des Actionnaires (SRD II) : plus que 20 mois... Peut être moins

1: Portée du texte

- **Espace Economique Européen**
 - Union Européenne
 - + *Islande, Norvège et Liechtenstein*
- **Déclencheur :**
 - Présence d'avoirs en actions
 - Société dont le siège est située dans un Etat Membre
 - Côté sur un marché réglementé d'un Etat Membre
- **Déterminant :**
 - Droit du pays de l'émetteur
- **Conséquence : effets extra-territoriaux**

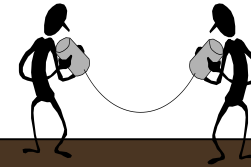


Directive Droits des Actionnaires (SRD II) : plus que 20 mois... Peut être moins

2: Quels thèmes pour l'industrie des titres ?



Transparence



Interaction

3g h i

**Politique
d'engagement**

3j

Proxy providers

9c

Parties liées

9b

**Politique
de rémunération**

3d

Coûts

Identification

3a

Information

3b

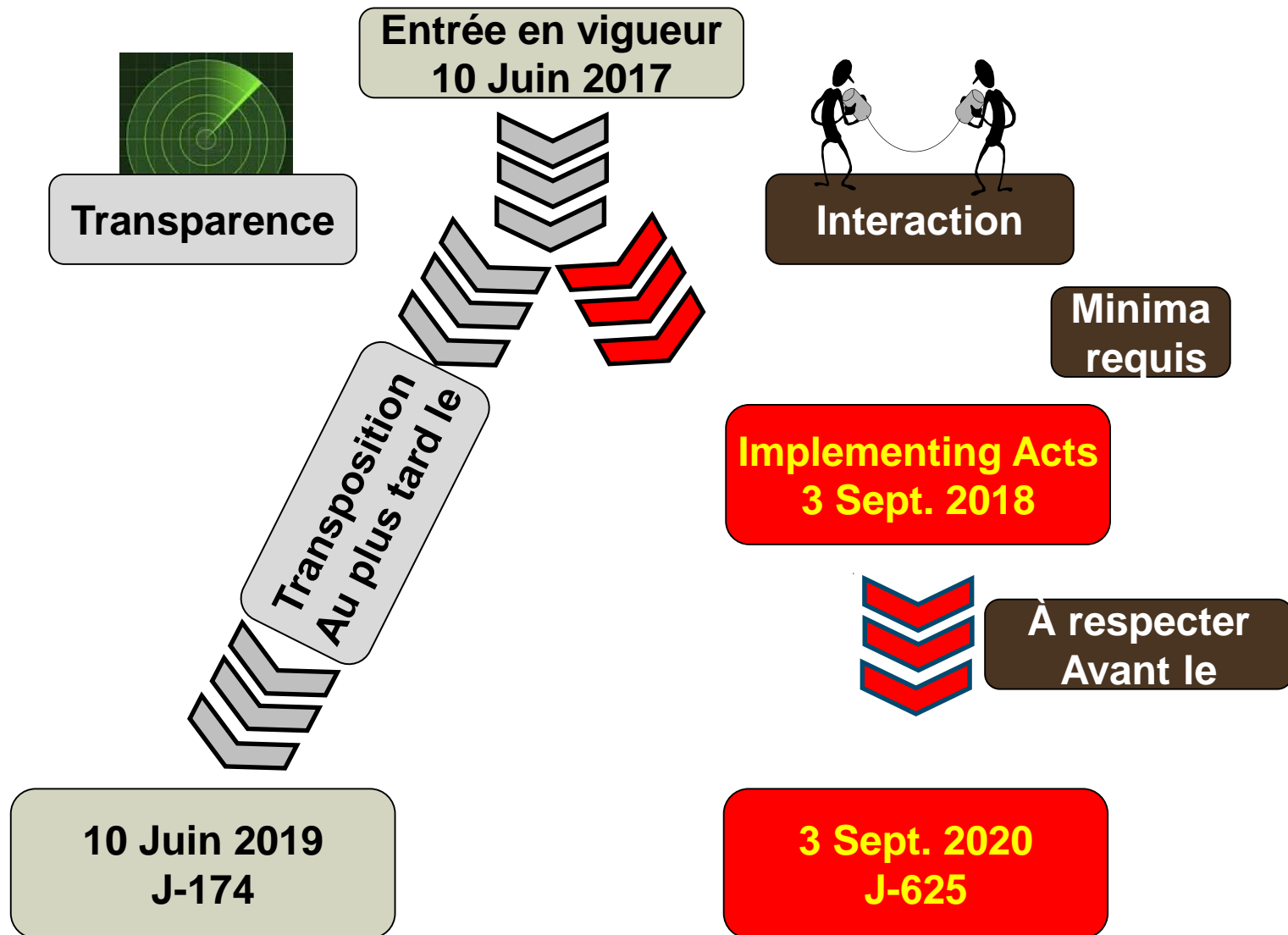
Exercice des droits

3c

Implementing Acts

Directive Droits des Actionnaires (SRD II) : plus que 20 mois... Peut être moins

3: Un calendrier en deux temps



Directive Droits des Actionnaires (SRD II) : plus que 20 mois... Peut être moins

4: Points d'attention transversaux

- **Transparence des coûts**

J-174

- Publication par service fourni
- Proportionné, justifié, non discriminatoire
- Gratuité pouvant être imposée

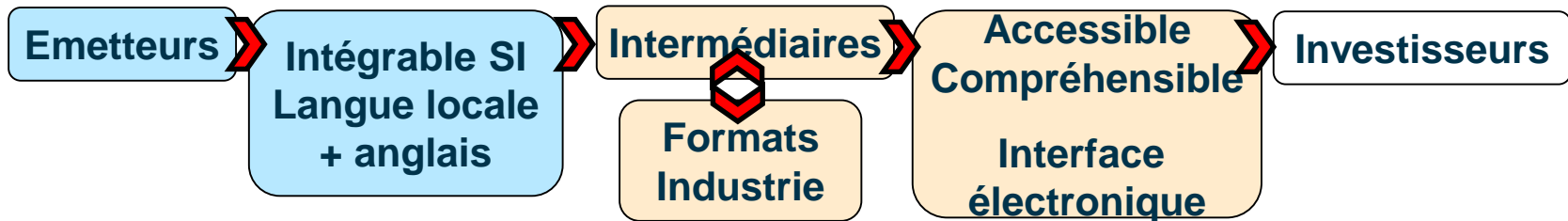
- **Délais :**

J-625

- Annonce le « jour même » (si reçue avant 16h)
- Respect des dates limites
- Au moins 3 jours donnés à l'investisseur

- **Formats : « tables + ISO + 2 langues »**

J-625



- **Sécurité :**

J-625

- Contrôler l'origine des demandes (intermédiaires)
- Prendre les mesures appropriées (émetteurs/intermédiaires)

5: Points d'attention particuliers

- Identification de l'actionnaire

J-625

- Demande
 - Traité en « quasi OST » avec notion de RD (Record Date)
 - Une seuil minimal peut être imposé par un Etat *Exprimé en quantité de titres*
- Réponse
 - Directe vers « addressee »
 - Principe de réponse en « RD+1 » ou date de réception +1 sauf si RD antérieure à 7 jours à la date de réception de la demande.
 - Réponse
- Recours possible à un CSD

5: Points d'attention particuliers

- **Information de l'actionnaire** *(en vue de l'exercice de ses droits)* **J-625**
 - transmettre les informations relatives aux AG *(cf formats)*
 - Notion « d'entitlement »
 - Obligation de réconciliation de position *(au sein de la chaîne)*
 - Obligation de contrôle de position par le « dernier intermédiaire »
 - Mise à jour des positions pour l'AG
 - Confirmation de réception
 - Confirmation de prise en compte des votes
 - Respect des dates limites
 - Au moins 3 jours donné à l'investisseur
- **Formats : « tables + ISO + 2 langues »**
- **Sécurité :**
 - Contrôler l'origine des demandes (intermédiaires)
 - Prendre les mesures appropriées (émetteurs/intermédiaires)



6 : Quel dispositif de Place (côté Post Trade)?

- **Au niveau européen**
 - Risques de différences locales
 - Task Force SMPG (messages ISO)
 - Travaux de l'European MIG (évaluation des écarts entre standards et réglementation)
 - Travaux des associations européennes
- **Au niveau AFTI**
 - **AG**
 - Existence d'une solution efficace : VOTACCESS
 - *Importance de lien d'échanges avec le CSD*
 - MIG (description de la pratique de marché ISO20022)
 - **GEA**
 - **OST**
 - MIG
 - **GEO** (lien avec HDD/HDR)
 - **Identification de l'actionnaire**
 - Initiative transparence
 - Au-delà?

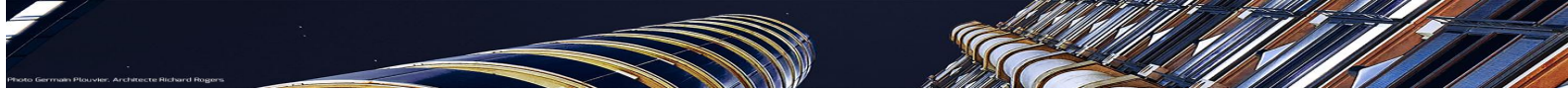


**Directive Droits des Actionnaires (SRD II) :
plus que 20 mois... Peut être moins**

Questions?

Merci





Directive Droits des Actionnaires (SRD II) : enjeux pour le post-marché

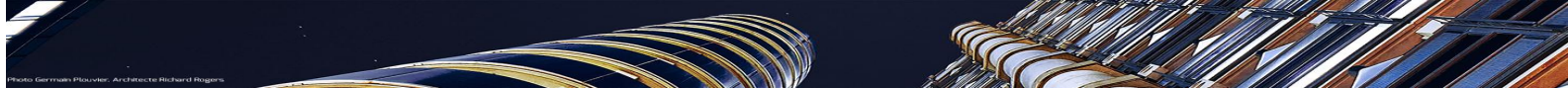
Table ronde 1 Panorama des processus post marché impactés

Quels sont les principales difficultés et les choix structurants à réaliser pour se mettre en conformité avec la Directive ?

Animateur : Thibaut de Lajudie – Associé - Ailancy

Participants :

- **Isabelle Tremeau**, Secrétaire Générale - **ANSA**
- **Hélène Jeanpierre**, Corporate Trust Operations Global COO - **BNP PARIBAS Securities Services**
- **Mathieu Mitevov**, Head of Product Management Europe - **Euroclear**
- **Pierre Colladon**, Chargé d’Affaires Stratégiques - **SGSS**
- **Mourad Khirat**, Responsable Relations de Place et veille réglementaire - **Natixis Eurotitres**



Directive Droits des Actionnaires (SRD II) : enjeux pour le post-marché

Table ronde 2 Solutions de demain / innovantes

Animateur : Lionel Barthélémy, Directeur Général Délégué - **CACEIS Corporate Trust**

Participants :

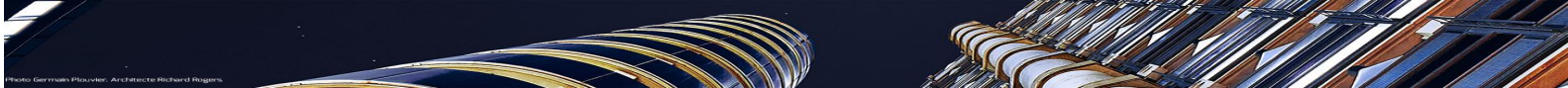
- **Dan Toledano**, Product Manager - **Euroclear France**
- **Thibaut de Maintenant**, CEO - **Liquidshare**
- **Philippe Cognet**, CEO - **SLIB**
- **Pierre Davoust**, CEO France - **SETL**

Conclusion

Florian Denis

Directeur de la Division
« Régulation des Émetteurs »
au sein de la
Direction de la Régulation
et des Affaires Internationales

AMF



Présentation disponible sur le site www.afti.asso.fr

Rubrique : Evènements « Les amphis de l'AFTI »